

AMNESTY INTERNATIONAL ÉFAI
Index AI : EUR 55/05/96

DOCUMENT EXTERNE
Londres, février 1996

AZERBAÏDJAN
Tofiq Qasimov, prisonnier
d'opinion probable

Tofiq Masim oglu Qasimov, député et personnalité de premier plan de la vie politique azerbaïdjanaise, a été arrêté le 19 septembre 1995, à 7 h 15 du matin, à son domicile de Bakou, la capitale du pays. Il a été accusé d'avoir appelé à renverser le gouvernement par la force, ainsi que de complicité dans une tentative avortée de coup d'État en mars 1995. S'il est reconnu coupable, Tofiq Qasimov risque la peine de mort.

Amnesty International est préoccupée car, selon certaines allégations, les chefs d'inculpation seraient mensongers : ils auraient été forgés de toutes pièces afin de punir Tofiq Qasimov pour ses activités politiques – pourtant non violentes – d'opposition au gouvernement.

Amnesty International cherche actuellement à obtenir davantage d'informations sur les charges retenues contre cet homme, ainsi que sur les circonstances de son arrestation.

Contexte politique

Depuis la reconnaissance du pays en tant qu'État indépendant à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, des troubles n'ont cessé d'agiter la scène politique azerbaïdjanaise ¹.

Gueïdar Aliev, le président en exercice, est arrivé au pouvoir après que son prédécesseur Aboulfaz Eltchibey, confronté à une révolte armée, eut fui la capitale en 1993. Par la suite, le président Aliev a, lui aussi, dû faire face à ce type d'opposition, notamment à la mi-mars 1995. Des unités d'élite de la police (OPON) se sont en effet mutinées à Bakou le 13 mars, puis à Akstafa et à Kazah (deux villes situées dans le nord-ouest du pays) le jour suivant. Avant le 17 mars, toutefois, les troupes gouvernementales avaient eu raison de la résistance des OPO et envahi le siège de ces unités d'élite, à Bakou. Ravshan Javadov, chef des OPO et également vice-ministre de l'Intérieur, figurait au nombre des victimes tuées lors des combats (les autorités ont annoncé près de 40 morts ; des sources non officielles estiment cependant que le chiffre réel avoisine 100).

Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées à la suite de ces événements ². L'une des principales charges retenues contre Tofiq Qasimov est celle de sa complicité présumée avec les mutins.

Tofiq Qasimov est né en 1938. Diplômé de l'université de l'État azerbaïdjanais en 1960, il entame alors une longue carrière de physicien, consacrant ses recherches théoriques au domaine de la physique des solides. Il entre en politique vers 1988 et devient membre du conseil du Front populaire d'Azerbaïdjan (FPA), un parti d'opposition. En 1990, Tofiq Qasimov est élu au Parlement, alors appelé Soviet suprême ; par la suite, dans un Azerbaïdjan désormais indépendant, il devient membre de l'Assemblée nationale, qui a remplacé l'ancien Soviet suprême.

En juillet 1992, Tofiq Qasimov est nommé ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement du président Eltchibey. Toutefois, il démissionne près d'un an plus tard pour protester contre un vote des députés visant à destituer le président. Tofiq Qasimov demeure cependant actif au sein du milieu parlementaire, critiquant ouvertement les grandes orientations du président Aliev. En août 1995, il rejoint les rangs du parti d'opposition Moussavat (Égalité) ; avant son arrestation, il était l'un des principaux candidats de ce parti aux élections législatives prévues pour le 12 novembre 1995. Moussavat n'a toutefois pas été autorisé en tant que parti à prendre part à ces élections, le motif invoqué étant que la nomination de ses candidats avait été entachée d'irrégularités.

. La République socialiste soviétique de l'Azerbaïdjan était l'une des 15 Républiques qui constituaient l'ancien URSS. Suite à la chute de l'empire soviétique, fin 1991, l'Azerbaïdjan a vu son indépendance reconnue, et le pays est devenu membre des Nations unies en mars 1992. L'Azerbaïdjan est situé dans la région caucasienne et il est bordé à l'Est par la mer Caspienne.

. L'agence de presse indépendante TOURAN a rapporté le 25 janvier 1996 qu'à cette date 556 agents des OPC avaient été arrêtés depuis mars 1995 pour des faits liés à la mutinerie.

Arrestation et inculpation

Tofiq Qasimov a été arrêté le 19 septembre au matin, alors que son immunité parlementaire n'a été levée par l'Assemblée nationale que plus tard au cours de la même journée. Selon les informations les plus récentes parvenues à Amnesty International, il était accusé de faire partie d'une organisation secrète impliquée dans la tentative de coup d'État de mars 1995, ainsi que d'avoir appelé à renverser le gouvernement par la force.

Il semble que l'enquête a été ouverte en vertu de l'article 57-1 du Code pénal azerbaïdjanais ("Utilisation contre le peuple azerbaïdjanais ou contre la Constitution des forces armées de la République azerbaïdjanaise ou d'autres formations armées instituées dans le cadre de la législation de la République azerbaïdjanaise"). Cet article prévoit des peines comprises entre cinq et dix ans d'emprisonnement ou, si les actes commis ont « des conséquences graves », entre dix et quinze ans d'emprisonnement. La peine capitale peut également être prononcée³.

Tofiq Qasimov aurait dissimulé ses activités derrière un groupe d'études baptisé Centre azerbaïdjanais de recherche stratégique (CARS), lequel lui aurait servi de couverture pour fomenter un complot visant à renverser le président Aliiev en mars 1995. Tofiq Qasimov est accusé d'être l'idéologue de la révolte et d'avoir organisé des réunions secrètes, par le biais du CARS, avec le chef des OPON, Ravshan Javadov, qui a pris la tête de la mutinerie.

La veille de son arrestation, Tofiq Qasimov a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a nié toute participation à la tentative de coup d'État. Ses partisans affirment que les réunions du CARS accueilleraient toutes sortes de personnes, y compris des responsables gouvernementaux, et qu'elles se déroulaient de façon transparente, tous les débats étant enregistrés sur cassettes. Ils font en outre valoir que l'accusation selon laquelle Tofiq Qasimov a appelé à renverser le gouvernement est fondée sur des propos sortis de leur contexte. D'après eux, il aurait dit en réalité qu'il était impossible en Azerbaïdjan de changer le pouvoir par des moyens démocratiques, les conditions de la démocratie n'étant pas réalisées, et qu'il était donc nécessaire de lutter pour restaurer de telles conditions.

Les partisans de Tofiq Qasimov déclarent également que ce dernier est notoirement connu pour être contre l'utilisation de la force pour accéder au pouvoir.

. La majorité des sentences capitales prononcées en Azerbaïdjan ces dernières années sanctionnaient des meurtres avec préméditation. En 1995, toutefois, au moins deux condamnations à mort ont été prononcées dans des affaires qui présentaient un caractère politique. Rahim Qaziev, ancien ministre de la Défense, a ainsi été condamné à mort par contumace en mai pour avoir, notamment, commis des vols importants et manqué à son devoir en situation combat, ce qui constitue une infraction au regard de la justice militaire (article 255 du Code pénal). Ce dernier chef d'accusation était lié à la chute des villes de Choucha et de Lachin, tombées en mai 1992 aux mains des forces arméniennes de souche. Par ailleurs, Eldar Aliiev, qui commandait une unité de l'armée, a été condamné à mort par un tribunal militaire le 12 décembre. Les charges à son encontre étaient liées à la chute de la ville d'Agdam, prise par les troupes arméniennes de souche en 1993, et à sa participation à une tentative de coup d'État, en octobre 1994.

L'enquête

D'abord détenu au poste de police, Tofiq Qasimov a ensuite été transféré dans le centre de détention provisoire du ministère de la Sécurité nationale, à Bakou. C'est là qu'il se trouve toujours détenu, seul dans une cellule. Cinq enquêteurs auraient travaillé sur cette affaire.

En décembre, Tofiq Qasimov aurait décidé de ne plus collaborer à l'enquête pour protester contre son arrestation, fondée selon lui sur des accusations mensongères. Il semble que l'enquête devait être close le 22 février. En ce cas, le procès pourrait avoir lieu fin février ou début mars.

Les préoccupations d'Amnesty International

Les charges retenues contre Tofiq Qasimov sont graves. En temps normal, Amnesty International ne prendrait pas la défense d'une personne appelée à répondre de tels chefs d'inculpation. L'Organisation est toutefois préoccupée par les allégations selon lesquelles ces charges seraient mensongères et ne viseraient qu'à punir Tofiq Qasimov pour son opposition non violente au gouvernement azerbaïdjanais. L'inquiétude d'Amnesty International est d'autant plus grande que cet homme, s'il est déclaré coupable, risque la peine de mort. L'Organisation s'oppose à la peine capitale dans tous les cas et sans réserve, car elle considère que ce châtimeur viole le droit à la vie.

Amnesty International a fait part de ses préoccupations au gouvernement azerbaïdjanais. Elle cherche en outre à obtenir davantage d'informations, tant auprès des autorités que d'autres sources, sur les charges retenues contre Tofiq Qasimov, ainsi que sur les circonstances de son arrestation. Si l'affaire devait passer en jugement, l'Organisation prie instamment les autorités azerbaïdjanaises de veiller à ce que Tofiq Qasimov bénéficie d'un procès équitable conforme aux normes internationales.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre Azerbaijan: Tofiq Qasimov: a possible prisoner of conscience. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - mars 1996. Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :